

JUSTICE SOCIALE ?

Organisons et gérons nous-mêmes nos luttes en dehors et contre les bureaucraties syndicales et politiques !

Aujourd'hui, nous nous retrouvons une fois de plus dans la rue à battre le pavé pour exprimer notre ras-le-bol et notre révolte face aux conséquences du programme de casse sociale et de répression mis en place par le capital, et déjà bien initié par les gouvernements précédents, de droite comme de gauche. Comme toujours ce sont les plus pauvres, les précaires, les immigrés avec ou sans papiers, les sans-domicile et mal-logés qui sont les plus touchés par les difficultés à vivre correctement et dignement mais aussi par la radicalisation de la répression.

Les bureaucraties syndicales, loin de construire la mobilisation et la résistance sociale s'échinent à canaliser le mécontentement dans des journées d'actions sans lendemains et se résignent, en échange de leur survie, à renégocier nos conquêtes sociales arrachées aux patrons et à l'Etat par nos aîné-e-s. Comment compter sur les directions des confédérations syndicales alors même que la bagarre des cheminots d'octobre 2007 a été sabotée, que l'accord sur la « modernisation du marché du travail » a été signé par quatre confédérations et que la position commune sur la représentativité syndicale constitue une étape décisive pour l'intégration, au détriment de sa combativité, du syndicalisme dans l'appareil d'Etat.

La solution ne viendra pas des combinaisons politiciennes : qu'attendre du Parti socialiste qui a largement prouvé ces trois dernières décennies sa capacité à égaler la droite dans sa politique de casse des droits sociaux et des services publics. Qu'attendre du Front de gauche et des écologistes qui seront contraints de s'allier avec le PS pour conserver leurs quelques élu-e-s. Qu'attendre d'une énième mouture d'un parti prétendument anticapitaliste, mais qui se situe déjà clairement dans une logique électoraliste, sinon confusion politique, opportunisme et perte de temps ?

Face à ce plan politico-syndical bien huilé qui s'organise un peu partout, et jusque dans les Centres de rétention administrative, il existe tout de même des grains de sable : les luttes des sans-papiers (salariés ou non) qui s'organisent partout, les bagarres contre les plans de licenciements, contre les suppressions de postes dans les écoles, dans les hôpitaux, pour la hausse des salaires, pour le retour aux 37,5 annuités...

Face à cette situation, le mouvement social a jusqu'à présent été atomisé à l'extrême ; cependant les conflits sociaux se multiplient, prennent une tonalité de plus en plus radicale, mais la jonction des luttes ne s'opère que dans le cadre sclérosant des journées d'action étroitement contrôlées dans leur déroulement et leur calendrier par les hiérarchies des centrales syndicales institutionnalisées. Pourtant la perspective d'une action d'ampleur décisive pourrait se dessiner au regard des événements récents : grèves et actions de résistance en Guadeloupe, en Martinique ou encore sur des sites industriels comme ceux de Caterpillar à Grenoble, Continental à Clairoix et Goodyear à Amiens, Total à Dunkerque et bien d'autres non relayés dans les médias nationaux...

Les services publics, de plus en plus menacés par la privatisation, ont connu de fortes mobilisations, que ce soit dans la santé contre la loi Bachelot, dans l'université contre les décrets Pécresse et la LRU, à la Poste, à GDF... Mais ces mouvements n'ont pas connu de développements immédiats, pas plus que les importantes journées d'action qui demeurent sans lendemain et sans perspectives.



Grève Générale !

De la grève générale expropriatrice et autogestionnaire à la société anarchiste, sans classes ni Etats

Face aux attaques concertées du patronat et de l'Etat, qui ne visent qu'à enrichir les actionnaires au détriment des travailleurs et de l'avenir de la planète, il faut une réponse commune des exploités. Il reste donc à fédérer ces mouvements sociaux épars dans un mouvement d'ensemble qui s'appelle la grève générale autogestionnaire.

Les militants anarchistes appellent à la tenue dans les ateliers, les services, les bureaux, d'assemblées générales décisionnaires avec des mandats révocables, pour préparer la lutte, d'une part contre chacune des mesures régressives prises par leur patron ou le gouvernement, et d'autre part plus globalement contre la politique d'appauvrissement généralisé des populations.

Face à l'Etat et au patronat, les travailleurs du secteur public et du privé doivent pouvoir conduire et contrôler leurs propres luttes sans se préoccuper de ceux qui n'aspirent qu'à les diriger.

Les anarchistes appellent les jeunes, les chômeurs, les retraités à se joindre aux luttes interprofessionnelles, professionnelles et spécifiques.

Alors, de ces résistances et de ces pratiques pourra naître la perspective d'une grève expropriatrice et gestionnaire : gérons nous-mêmes nos entreprises puisque c'est nous qui y créons les richesses, gérons nous-mêmes la sécurité sociale, les écoles, les hôpitaux et les caisses de retraites, solidairement, avec de vrais moyens gérés collectivement, puisque nous sommes les premiers concernés, gérons nous-mêmes nos quartiers, nos villes, nos zones rurales puisque c'est nous qui y vivons.

Fédération anarchiste
mars 2010

Fédération anarchiste

<http://www.federation-anarchiste.org/>



Tous les jeudis, retrouvez le Monde Libertaire en kiosque ou par abonnement.

L'actualité vue par les anarchistes : analyses, informations internationales, brèves de combats, agenda, ...

Vous pouvez demander un exemplaire gratuit sur simple demande en écrivant à la rédaction :

Le Monde Libertaire, 145 rue Amelot, 75011 Paris.